

UGANDA : FICHE PAYS – JUIN 2024

Catégorie OCDE (2023) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B-/B2/B+

Monnaie locale : Shilling Ougandais (UGX) / Régime de change : flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -



FORCES

- Développement du secteur de l'énergie
- Soutien financier des bailleurs de fonds
- Risque de surendettement modéré
- Ressources naturelles (énergie, métaux)

FAIBLESSES

- Economie dépendante du cours des matières premières (or et café);
- Déficits jumeaux importants ;
- Faible niveau d'infrastructures
- Tensions régionales

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : Stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance :** la croissance a atteint +5,2% lors de l'exercice budgétaire 2022/23, tirée par le dynamisme du secteur agricole et des services. Pour l'exercice budgétaire 2023/24 (qui se termine en juin 2024), la croissance est prévue à +6%, stimulée par la diminution de l'inflation, qui favoriserait la consommation privée. L'investissement resterait dynamique avec l'accélération du développement du secteur pétrolier et les investissements publics dans les infrastructures. Sur le front externe, les exportations bénéficieraient de la hausse du cours de l'or, les prix soutenus du café et du dynamisme du tourisme. Le retrait du pays de l'accord commercial avec les Etats-Unis (l'AGOA) ne devrait que peu affecter les exportations du pays.
- **Vulnérabilité des comptes publics :** Le déficit budgétaire a atteint -5,5% du PIB lors de l'exercice budgétaire 2022/23, après -7,6% lors de l'exercice précédent. Pour l'exercice budgétaire 2023/24 en cours, le déficit est prévu à -3,8% du PIB mais semble difficile à atteindre (l'ampleur de la hausse des dépenses a notamment contraint à l'adoption d'un budget supplémentaire en décembre 2023). Le ratio dette/PIB est prévu en légère réduction, sous 50% pour l'exercice en cours, grâce à une croissance dynamique et des mesures de consolidation budgétaire dans le cadre du programme avec le FMI. Bien que la dette soit majoritairement externe (environ 60% du total de la dette publique), la part des crédits concessionnels auprès de créanciers multilatéraux réduit le risque de difficultés de remboursement.
- **Vulnérabilité extérieure :** Le déficit courant resterait élevé (autour de -7,5% en moyenne sur la période 2023 à 2025), tiré par le besoin important en importations (bien d'investissement, équipements, services techniques) nécessaires au développement des projets énergétiques. Les réserves de change à 3,7 Md\$ fin 2023, ainsi que les décaissements auprès du FMI, devraient permettre au pays d'honorer le service de sa dette (estimée à 1,2 Md\$ en 2024). Le soutien financier des organismes multilatéraux pourrait cependant être plus limité, en raison de la loi « anti-LGBT+ » adoptée par le gouvernement en 2023. Le shilling ougandais a eu tendance à se déprécier mais la hausse du taux directeur de la banque centrale contribue à une réappréciation de la monnaie depuis le mois d'avril.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire :** Le secteur bancaire est bien capitalisé, notamment grâce aux nouvelles exigences de capital minimum libéré. L'exposition des banques au souverain est en progression mais ne constituerait pas une source d'inquiétude à ce stade.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique :** Au pouvoir depuis 1986, le président Yoweri Museveni devrait se porter candidat une nouvelle fois aux élections prévues en 2026. Le contexte régional se dégrade avec les tensions entre la RDC et le Rwanda ainsi qu'en Sud Soudan, qui pourraient rejaillir sur le pays.
- **Climat des affaires :** Les contraintes structurelles (faible niveau d'infrastructure, un accès au crédit faible et coûteux, une perception de la corruption élevée) pénalisent le climat des affaires.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique :** L'Ouganda est vulnérable face au changement climatique en raison de la forte place de l'agriculture dans l'économie (le quart du PIB et 75% de l'emploi). La production d'électricité, dominée par l'hydroélectricité à ce stade, est susceptible d'évoluer vers une production plus carbonée tirée par la hausse de la demande et la production du pétrole.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)	
Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations
Or	24,4%	Combustibles	16,6%	Emirats arabes unis	24,8%	Chine	17,6%
Café, thé	18,9%	Machines, appareils méca.	7,3%	Kenya	14,5%	Inde	11,7%
Combustibles, électricité	4,1%	Voiture de tourisme, automobiles	7,3%	Soudan du Sud	11,8%	Emirats arabes unis	10,4%
Poissons et crustacés	4,1%	Fonte, fer et acier	5,6%	RDC	8,1%	Kenya	8,7%
Céréales	3,1%	Matières plastiques	5,3%	France (30ème)	0,3%	France (19ème)	1,2%

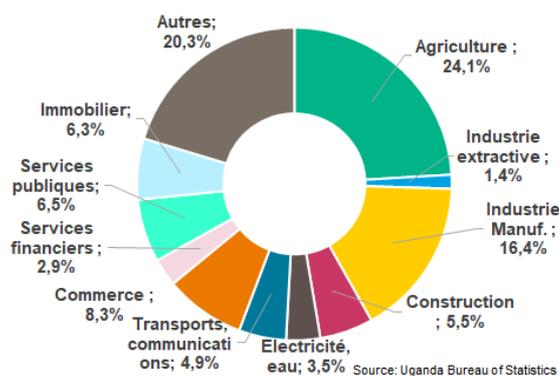
Source: Cnucead

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

UGANDA	2020	2021	2022	2023 (p)	2024 (p)	2025 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	38	43	48	52	56	62
<i>Rang PIB mondial</i>	99	95	94	90	89	88
Population (Mns)	41,2	42,5	44,0	45,5	46,8	48,3
<i>Rang Population mondiale</i>	35	35	34	34	34	34
PIB / habitant (USD)	919	1 007	1 082	1 139	1 202	1 286
Croissance PIB (%) ^D	3,5	4,6	5,2	6,0	6,2	7,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,8	2,2	7,2	5,4	3,8	4,9
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	13,5	19,1	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB) ^D	48,8	50,5	50,2	49,6	49,3	47,5
Solde public (% PIB) ^D	-9,8	-7,6	-5,5	-3,8	-3,6	-3,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)**	15,3	17,9	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-9,5%	-9,3%	-8,8%	-7,7%	-7,3%	-7,6%
IDE (% du PIB)***	3,1%	3,9%	6,2%	7,8%	6,4%	6,0%
Réserves (en mois d'importation B&S) ^D	4,9	4,0	3,4	3,3	3,7	4,0
Dette extérieure totale (% PIB) ^D	44,7	43,6	42,9	43	42,7	42,9
Dette extérieure CT (% PIB)*	6,3%	8,3%	13,0%	NA	NA	NA
Taux de change***	3711	3584	3687	3726	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE <i>juin-23</i>						
Fonds propres / actifs pondérés ^D	22,2	23,7	23,9	26,1	NA	NA
Taux de NPL ^D	5,3	5,2	5,3	5,7	NA	NA
ROE ^D	14,2	15,4	15,1	16,8	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	154	157	161	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)	116	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	151	148	148	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	170	172	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

*Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources : FMI (WEO Octobre 2022); *Bank of Uganda; **Banque Mondiale; ***Oxford Economics, ***T. Reuters. a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch; D: FMI (Country Report n°24/77), les données concernent l'exercice budgétaire allant de juillet à juin.*

Ouganda : Ventilation sectorielle du PIB (en %, FY 2021-2022)





1. SITUATION ECONOMIQUE

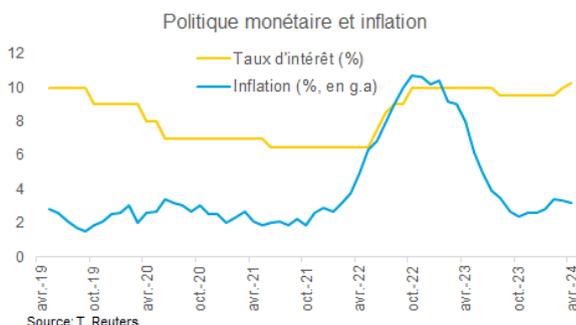
- Vers une hausse de l'activité

La croissance a atteint **+5,2%** lors de l'exercice budgétaire 2022/23 (allant de juillet 2022 à juin 2023), après +4,6% l'année précédente, tirée par le dynamisme du secteur agricole et des services.

Pour l'exercice budgétaire 2023/24 (qui se termine en juin 2024), la croissance est prévue à **+6%** par le FMI, favorisée par la diminution de l'inflation, qui atteint +3% en moyenne sur la période juillet 2023 à avril 2024 (contre +9,5% en moyenne sur la même période un an plus tôt). L'investissement resterait dynamique grâce à l'accélération du développement des infrastructures pétrolières, ainsi qu'aux investissements publics dans les infrastructures dans le cadre du troisième Plan National de Développement (NDP III)¹. L'augmentation de la production agricole contribuerait aussi au dynamisme de l'activité.

Sur le front externe, les exportations bénéficieraient de la hausse du cours de l'or (1^{er} produit d'exportation), des prix soutenus du café, ainsi que du dynamisme de l'activité touristique. Le retrait du pays de l'accord commercial avec les Etats-Unis (l'AGO²) ne devrait que partiellement affecter les exportations du pays (les Etats-Unis sont le 13^{ème} client du pays et n'ont absorbé que 1,7% du total des exportations moyennes de l'Ouganda entre 2018 et 2022).

- Durcissement de la politique monétaire en ce début d'année



L'inflation a diminué en 2023 à **+5,4%** en moyenne (après 7,1% en 2022), favorisée par la baisse des prix alimentaires et la modération du prix de l'énergie. L'inflation tend cependant à progresser en ce début d'année, tiré en partie par la dépréciation du change qui réhausse les prix des produits importés. Celle-ci reste cependant en dessous de la moyenne

observée sur la même période l'an passé à +3,2% en g.a sur les 4 premiers mois de 2024 (contre +9,1% en g.a précédemment).

Selon les prévisions de la banque centrale, l'inflation sous-jacente devrait progresser dans les 12 prochains mois, prévue entre +5,5% et +6,5%, soit un niveau qui resterait au-dessus de la cible fixée à +5%. Dans ce contexte, la banque centrale a procédé au rehaussement de son taux directeur de 75pb au total à deux reprises depuis le début de l'année, portant ainsi le taux directeur à 10,25% en avril 2024. Un assouplissement monétaire ne devrait pas être envisagé avant le premier trimestre de 2025.

- Une économie dépendante du secteur agricole et au potentiel pétrolier important

Le secteur agricole représente environ 24% du PIB, emploie près des trois quarts de la population et constitue une source importante de revenus pour les personnes n'ayant pas eu d'accès au système éducatif. Le poids de l'industrie extractive dans le PIB du pays devrait progresser grâce au développement d'importants projets pétroliers. L'Uganda détiendrait en effet 6,5 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole, dont 1,5 Md de barils exploitables techniquement et économiquement. Des travaux d'exploitation sont actuellement menés par les entreprises TotalEnergies et China Offshore Oil Corporation dans la région du Lac d'Albert³. Le début de la production est prévu dès 2025. Le projet d'oléoduc d'Afrique de l'Est (EACOP) qui traversera la Tanzanie devrait par ailleurs commencer à transporter du pétrole vers la fin 2025⁴. Une raffinerie est également prévue et devrait fonctionner en 2027.

L'industrie manufacturière est axée principalement autour de la transformation des produits agricoles (thé, sucre, café, produits laitiers, coton...). Le manque de main d'œuvre qualifiée et les infrastructures défectueuses pèsent sur le développement d'une industrie à plus forte valeur ajoutée. Le secteur des services s'articule autour des activités du tourisme, des télécommunications, du commerce et de la réparation.

- Un secteur bancaire rentable et bien capitalisé

La capitalisation des banques est satisfaisante, avec un ratio de fonds propres / actifs pondérés à 26,1% en juin 2023 (contre 23,9% en décembre 2022), favorisée en partie par les exigences de capital minimum libéré qui ont été révisées en 2022 à 120 Md UGX (environ 31,6 M\$)⁵. La rentabilité des capitaux propres (ROE) s'améliore également à 16,8% (après 15,1% fin 2022).

¹ Couvrant la période 2020-2025, ce plan vise la promotion de l'industrialisation et le règlement des goulots d'étranglement des infrastructures (liées aux routes, fournitures d'eau et d'énergie...).

² L'AGO est une loi commerciale américaine qui vise à aider les pays d'Afrique subsaharienne à exporter leurs produits vers les Etats-Unis en franchise de douane. En 2023, le gouvernement américain a décidé d'exclure l'Ouganda de la liste des pays bénéficiaires de l'accord en raison de la loi « anti-homosexualité » adoptée par ce pays en mai 2023.

³ Les coûts de développement sont estimés à 10 Md\$.

⁴ [Tilenga & EACOP : agir en toute transparence | TotalEnergies.com](https://www.totalenergies.com/tilenga-eacop)

⁵ En septembre 2023, 18 banques sur 25 respecteraient les nouvelles exigences de capital minimum libéré. Les 7 autres, qui représentent 5,1% des actifs du secteur, poursuivent des actions afin de pouvoir se conformer aux nouvelles exigences.



Le taux de créances douteuses (NPL) a par ailleurs diminué à 4,8% fin 2023 (après 5,3% en 2022).

L'exposition du secteur bancaire au risque souverain est en progression, mais ne constitue pas une source d'inquiétude à ce stade, selon le FMI⁶. Le crédit bancaire à destination du secteur public représente 29,8% des actifs du secteur en septembre 2023 (contre 27% en septembre 2022).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Un déficit budgétaire orienté à la baisse**

Le déficit budgétaire a atteint -5,5% du PIB lors de l'exercice budgétaire 2022/23 (terminé en juillet 2023), après -7,6% lors de l'exercice précédent. **Bien qu'en diminution, le déficit enregistré était supérieur à l'objectif de -5,1% du PIB prévu initialement** dans le cadre du programme en cours avec le FMI⁷. **L'augmentation des dépenses** (hausse des pensions versées, soutien financier à deux entreprises publiques en difficulté, cofinancement des projets de la Banque Mondiale à destination des collectivités locales...), conjuguée à la baisse des dons, ont contribué au déficit plus élevé que prévu. Les recettes fiscales ont quant à elles augmenté sur la période.

Pour l'exercice budgétaire 2023/24 qui se termine en juillet 2024, **l'objectif de déficit prévu à -3,8% du PIB semble difficile à atteindre.** Le pays dispose en effet d'un historique de sous performance en matière de recettes et de mauvaise planification budgétaire, ce qui a d'ailleurs conduit à une accumulation d'arriérés de paiements⁸. **De plus, un budget supplémentaire a dû être adopté en décembre 2023 afin de pouvoir régler des dépenses non prévues initialement et qui ne pouvaient pas être reportées** (salaires de fonctionnaires, certains travaux d'infrastructures). **Dans ce contexte, un emprunt supplémentaire** (équivalent de 1,7% du PIB) **aurait été contracté.** **Le processus de consolidation budgétaire se poursuit néanmoins** avec une réforme de l'administration fiscale, le processus de rationalisation des exonérations de TVA et de l'impôt sur le revenu, ainsi qu'une réduction prévue des dépenses courantes et d'investissements.

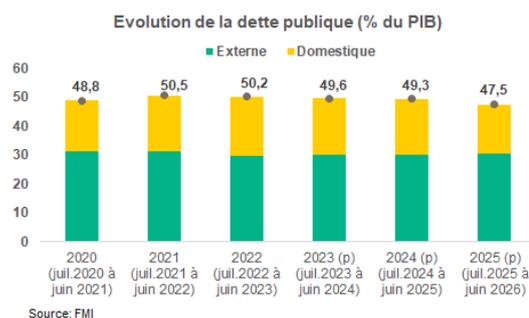
A moyen terme, les revenus pétroliers devraient contribuer à la baisse du déficit prévu à -3% du PIB dès 2026.

- **Vers une baisse de la dette publique**

La dette publique a eu tendance à progresser en lien avec les investissements publics (Plan National de

Développement) **et le stimulus budgétaire pendant la pandémie.** Le ratio dette/PIB est ainsi passé de 35,6% lors de l'exercice budgétaire 2018/19 à 48,8% du PIB en 2020/21, puis a dépassé de peu 50 % du PIB les deux exercices suivants.

Le ratio d'endettement public devrait cependant se réduire progressivement, favorisé par la poursuite du processus de consolidation budgétaire et la hausse prévue du PIB nominal. **Il passerait en dessous des 50% dès l'exercice 2023/24** (qui se termine en juin 2024).



Bien que la dette soit majoritairement externe (environ 60% du total de la dette publique), **la part des crédits concessionnels** auprès de créanciers multilatéraux et des crédits semi-concessionnels auprès de la Chine, en particulier, **réduit le risque de difficultés de remboursement** (Cf. position externe). **Le risque de surendettement est jugé modéré selon l'analyse du FMI.**

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Le déficit courant resterait élevé**

Les exportations ougandaises sont dominées par les matières premières, pas ou peu transformées. L'or est le premier produit d'exportation du pays (24% du total des exportations moyennes sur la période 2018-2022⁹) à destination quasi exclusivement des Emirats Arabes Unis, suivi des exportations de café (près de 16% du total exporté), dont plus de 35% sont à destination de l'Italie et de l'Allemagne. Le pays exporte aussi du sucre, des légumes, des fleurs et des filets de poissons.

Le déficit courant devrait rester élevé (autour de 7,5% du PIB en moyenne sur la période 2023 à 2025). Les exportations devraient bénéficier de la hausse du cours de l'or et des prix soutenus du café, mais les importations de biens d'équipement et de services techniques nécessaires au développement des projets énergétiques continueraient de peser sur l'évolution du solde courant

⁶ Source: FMI, Country report n°24/77.

⁷ En particulier, le gouvernement est tenu à des efforts de consolidation fiscale dans le programme de facilité étendue de crédit de 1 Md de dollars en cours avec le FMI. L'objectif étant une réduction du déficit public à -4,7% du PIB sur l'année fiscale 2023-24. Cela va limiter les marges de manœuvre budgétaire et contribuer à restreindre certaines dépenses courantes dominées par la masse salariale publique et les paiements d'intérêts de la dette en hausse.

⁸ En juin 2023, les arriérés s'élevaient à 2,7 Md UGX, soit environ 1,5% du PIB et concerneraient, entre autres, l'achat de biens et de services, ainsi que des sentences et compensations juridiques. A

noter cependant que le gouvernement avec l'appui du FMI a mis en place un système de gestion financière intégré, disponible pour toutes les entités budgétaires du gouvernement afin de faciliter la gestion et le paiement des arriérés.

⁹ A noter cependant que les exportations d'or ont fortement diminué en 2022 à environ 2 Md\$ (contre plus de 1Md\$ en 2021) en lien avec les sanctions américaines imposées à l'homme d'affaires belge Alain Goetz et au réseau d'entreprises qui lui sont liées, dont African Gold Refinery, l'un des plus grands raffineurs d'or en Ouganda. Les exportations d'or ont cependant rebondi en 2023. Source : [Uganda gold export earnings fall 80% yr/yr in 2022 - central bank | Reuters](#)



du pays. Avec un horizon de début de production de pétrole vers la fin 2025 et l'achèvement des grands travaux en cours, les perspectives pour le solde courant du pays seraient plus favorables dans les années à venir.

- **Vers une appréciation du shilling en 2024 ?**

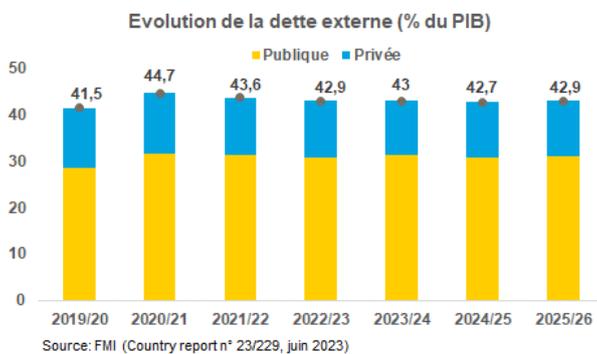
Le shilling ougandais a eu tendance à se déprécier face au dollar depuis le début du conflit en Ukraine en 2022 (cf. graphique ci-dessous), alimenté par la hausse de l'inflation (prix alimentaire et énergie) et du déficit commercial du pays.



La monnaie a une nouvelle fois atteint un point bas en mars 2024 en affichant une dépréciation de 5% face au dollar sur un an. Compte tenu des pressions baissières sur la monnaie, la banque centrale a décidé de relever son taux directeur de 50 pnb en mars et de 25pnb en avril à 10,25% favorisant ainsi la réappréciation du taux de change.

Les réserves de change, estimées à 3,7 Md\$ fin 2023 (soit 3,1 mois d'importations) restent satisfaisantes. Elles ne permettent toutefois pas à la banque centrale d'avoir une forte capacité d'intervention sur le marché du change, en cas de besoin. Dans ce contexte, le maintien d'une politique monétaire plus restrictive pourrait se confirmer dans les mois à venir, d'autant plus que l'inflation sous-jacente est prévue plus élevée et que le déficit courant resterait important, pesant sur l'évolution de la monnaie.

- **Un endettement externe modéré**



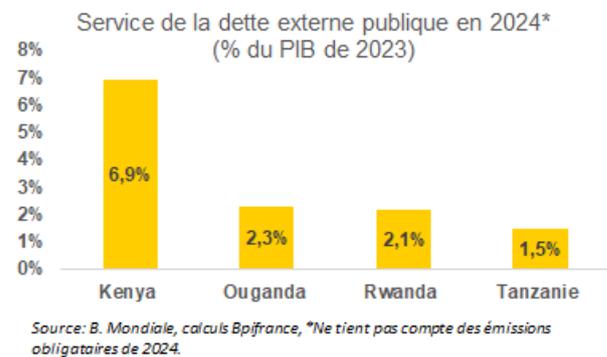
La dette externe du pays est prévue à 43% du PIB pour l'exercice budgétaire 2023/24, dont 73% du PIB pour la part publique. L'Ouganda a eu en effet recours

à l'endettement externe pour financer ses investissements.

La dette publique est majoritairement détenue par les créanciers multilatéraux (58% en 2021/22) et bilatéraux (26%), la Chine en particulier. La part des crédits concessionnels pourrait cependant diminuer à la suite de la loi anti-LGBT+ adoptée par le gouvernement, qui a provoqué la suspension de tout nouveau prêt de la Banque mondiale depuis août 2023. Cette décision est susceptible également de limiter/retarder le financement d'autres organisations multilatérales.

La dette commerciale, détenue par les créanciers privés, s'élève à près de 10% du total de la dette externe.

Le service de la dette externe du pays est estimé à 1,2 Md\$ en 2024, soit près du tiers des réserves de change estimées à 3,7 Md\$ à fin 2023. Le ratio service de la dette/PIB reste comparable à celui d'un pays voisin comme le Rwanda, dont le risque de refinancement est considéré modéré et bien en dessous de celui du Kenya (risque de surendettement élevé).



Les décaissements prévus auprès du FMI dans le cadre du programme en cours jusqu'en juin 2024 devraient permettre au pays d'assurer le remboursement de sa dette.

A moyen-long terme, la dette externe devrait diminuer, prévue autour de 33% du PIB à l'horizon 2033. Cette trajectoire baissière serait favorisée par l'achèvement des grands projets d'infrastructures et le démarrage de la production pétrolière prévu dès 2025 qui augmenterait les recettes budgétaires et entrainerait par ailleurs une réduction des besoins de financement du déficit courant du pays.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Un contexte politique national plutôt stable**

Au pouvoir depuis 1986, le président Yoweri Museveni et son parti, le mouvement national de résistance (NRM), majoritaire à l'Assemblée nationale avec 336 sièges sur 529, domine le paysage politique dans ce pays.



Avec l'extension de la limite d'âge pour se porter candidat aux présidentielles (décidée en 2017), le président Museveni a ainsi pu se représenter en 2021 et devrait pouvoir en faire de même lors des prochaines élections prévues pour début 2026. Malgré un mécontentement de plus en plus prégnant vis-à-vis du gouvernement en particulier dans les zones urbaines, le président disposerait d'une solide base de soutien populaire dans les zones rurales et du soutien de l'armée ce qui lui permettrait de remporter les prochaines élections. Son fils, le général Muhoozi Kainerugaba, récemment nommé chef de l'Armée, est pressenti par des observateurs pour prendre la succession de son père lors de élections de 2031.

Sur le plan social, peu de progrès auraient été réalisés en matière de réduction de la pauvreté avec un taux de pauvreté qui toucherait encore 30% de la population en 2019/20 (contre 31% près de 10 ans tôt)¹⁰. Bien que les progrès restent lents, le gouvernement s'efforce de mettre en œuvre des politiques pour stimuler les dépenses d'éducation et de santé, assurer un meilleur accès à l'eau et à l'électricité, pour tenter d'améliorer les conditions de vie de la population.

- Un risque de déstabilisation régionale à ne pas écarter

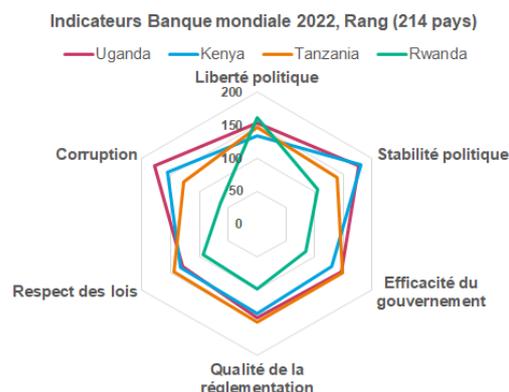
Sur le plan des relations internationales, l'Ouganda est engagé à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC) pour lutter contre l'insurrection des Forces Démocratiques Alliées (ADF) depuis fin 2021. Le pays compte renforcer les échanges économiques et commerciaux avec la RDC via notamment la rénovation des axes routiers entre les villes frontalières.

Les soldats ougandais se sont aussi engagés avec les kényans et les burundais auprès de la force de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est, toujours à l'est de la RDC, pour lutter contre les rebelles du M23¹¹ qui occupent une partie du territoire congolais. Si le conflit s'intensifie, l'Ouganda risque de faire face à un afflux de réfugiés plus important sur son territoire, entraînant de potentielles tensions avec la population ougandaise. A noter que le pays accueille déjà plus d'un million des réfugiés Sud-Soudanais¹². L'instabilité dans le Sud Soudan voisin constitue, tout comme les conflits en RDC, un risque de déstabilisation de la région et de diffusion du conflit.

- Un climat des affaires encore difficile

Le potentiel de croissance du secteur privé est considérable étant donné que l'activité privée reste encore sous développée. La plupart des entreprises opèrent par ailleurs de manière informelle. Les contraintes structurelles telles que le faible niveau d'infrastructure, un accès au crédit encore coûteux, une perception de la corruption élevée, ainsi que le

risque de déstabilisation au sein de la région, pèsent sur le climat des affaires local.



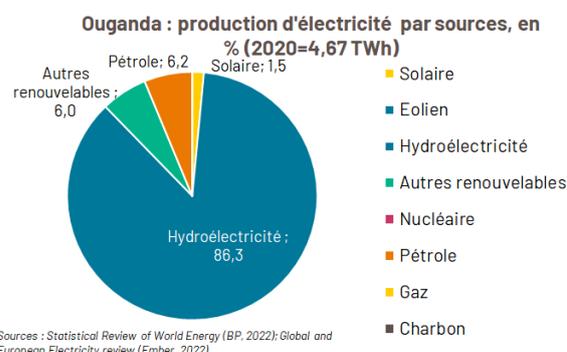
Note de lecture : plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement. Ex : l'Ouganda est particulièrement mal classé pour l'indicateur relatif à la corruption.

Les indicateurs en matière de gouvernance, respect des lois, qualité de la réglementation et efficacité du gouvernement sont assez proche de ceux des pays voisins comme le Kenya et la Tanzanie. L'Ouganda est en revanche moins bien noté en matière de corruption comparée à ses voisins (Cf. graphique à gauche).

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Ouganda est très vulnérable face au changement climatique en raison de la forte place de l'agriculture dans l'économie (le quart du PIB et 75% de l'emploi). Les phénomènes météorologiques extrêmes (inondations et sécheresses) sont de plus en plus fréquents, rendant les récoltes agricoles très variables. Ils peuvent entraîner des pénuries alimentaires, des pressions inflationnistes et des dégradations du revenu des ménages.

L'engagement dans un modèle économique tourné autour de la production pétrolière est source de bénéfices économiques à court-moyen terme mais pose question sur la soutenabilité de ce modèle à long terme. La production d'électricité, dominée par l'hydroélectricité à ce stade, est susceptible d'évoluer vers une production plus carbonée tirée par la hausse de la demande et la production du pétrole.



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

¹⁰ Source : [Rapport de la Banque Mondiale](#)

¹¹ Le M23 est une ancienne rébellion, majoritairement tutsi, qui a repris les armes fin 2021 et, selon des experts de l'ONU, serait soutenue par le Rwanda.

¹² [En Ouganda, la vie en suspens des réfugiés sud-soudanais | Oxfam International](#)



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.